

## Burundi : 8 hommes accusés de projeter de "perturber le prochain référendum"

@rib News, 19/04/2018 Source Xinhua La Police nationale du Burundi a procédé jeudi à l'arrestation dans la province de Bujumbura rural (ouest), de huit hommes accusés de projeter de "perturber le prochain référendum constitutionnel par l'usage d'armes à feu", apprend-on du commissaire de police Pierre Nkurikiye, porte-parole du ministre de la Sécurité publique.

Le commissaire Nkurikiye a précisé que l'enquête allait déterminer si ces personnes, appréhendées lors d'une fouille perquisition, avaient agi "en connivence" avec certains politiciens. "Les forces de l'ordre ont mené aujourd'hui une fouille-perquisition dans les localités de Nyabunyegeri et Rubirizi. Sur les lieux, elles ont appréhendé une personne appelée Jean Bucumi, qui détenait deux fusils de type Kalachnikov et des munitions. La poursuite de l'enquête a abouti à l'arrestation d'autres personnes ; au total, huit personnes qui avaient un même projet de perturber le prochain référendum constitutionnel par l'usage d'armes à feu ont été appréhendées", a-t-il expliqué. L'enquête va se poursuivre, a-t-il ajouté, pour mieux savoir où ces individus se sont procurés "toutes ces armes", comment ils complotaient pour perturber le référendum et surtout savoir "qui est derrière ce mouvement criminel". A la question de savoir si les investigations policières pourraient établir une corrélation entre les huit personnes appréhendées et les actions de "sabotage" orchestrées par certains politiciens à l'approche des élections, le commissaire Nkurikiye a indiqué qu'il était "trop tôt" pour le confirmer. L'enquête vient de commencer, "mais on finira par le savoir". "Ce qui est sûr, c'est que (...) certains politiciens ont, via les médias, manifesté cette intention de perturber le référendum constitutionnel par tous les moyens, y compris même par l'usage des armes. Certes, ils pourraient être impliqués ; mais, avant la fin de l'enquête, on ne pourra pas le confirmer", a-t-il en outre indiqué. Le commissaire Nkurikiye en a profité pour "mettre en garde" quiconque aurait l'intention de perturber la sécurité dans le pays en général, et à l'occasion du référendum constitutionnel en particulier. "Les forces de sécurité sont là pour sécuriser ce processus et pour appréhender toute personne qui tenterait de l'entraver par une action quelconque", a-t-il averti.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});